

L'hon. M. Côté: C'est vous qui me posez des questions.

L'hon. M. Asselin: Je ne pose pas de questions.

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre, s'il vous plaît. La présidence est d'accord avec l'opinion émise par l'honorable député de Charlevoix, à qui on devrait donner la chance de terminer ses remarques.

L'hon. M. Asselin: Je vous remercie, monsieur le président. J'ai hâte d'entendre le discours de l'honorable ministre des Postes. L'honorable ministre pense peut-être qu'en intervenant à voix basse, il peut me faire perdre le fil de mes idées. J'ai plus d'expérience que l'honorable ministre dans ce domaine, et plus il m'interrompra, plus il interviendra, plus j'aurai de réponses catégoriques à donner à toutes les questions qu'il pourra me poser.

Qu'est-ce que l'expansion économique régionale, si ce n'est la sauvegarde des industries importantes qui existent déjà. Voilà ce que sont les objectifs premiers du ministère de l'Expansion économique régionale. Il s'agit de sauver ce qui existe déjà et de renforcer les cadres financiers d'industries qui ont présentement de la difficulté à survivre, comme les industries de pâtes et papiers.

Étant donné le chômage catastrophique, le taux record de 10.4 p. 100 au Québec, depuis 30 ans, le gouvernement devrait faire preuve de réalisme et de dynamisme, qualités qui lui ont tragiquement fait défaut depuis le début de son mandat.

Les 543,000 chômeurs canadiens et leurs familles exigent du gouvernement qu'il corrige cette situation désastreuse. Les chômeurs s'unissent au reste de la population canadienne pour demander au gouvernement de commencer vraiment à planifier le développement de notre économie. La population veut connaître les objectifs économiques du gouvernement, à court et à long terme. Si ces objectifs sont différents de ceux proposés depuis cinq ans par le Conseil économique du Canada, qu'il le dise. Le gouvernement doit avoir le courage de dire clairement qu'il accepte sans difficulté un taux de chômage qui dépasse 5 p. 100, même si le Conseil économique a déjà fixé le seuil critique à 3 p. 100.

Le gouvernement actuel doit cesser de vouloir justifier ses échecs dans la lutte à la hausse croissante des prix par des efforts imaginaires contre le chômage. Le gouvernement actuel doit cesser de dissimuler son incapacité de lutter efficacement contre le chômage par la poursuite encore infructueuse d'autres objectifs économiques.

Le gouvernement aurait dû proposer résolument un budget de plein emploi; il n'a fait malheureusement, selon son habitude d'ailleurs, que quelques pas «symboliques» dans cette direction. Il a présenté un budget empreint de timidité, en vue de satisfaire un peu tout le monde, par voie de cataplasmes.

Plusieurs autres exemples aideront à démontrer le manque de vues du gouvernement actuel.

Il est bien connu que la main-d'œuvre spécialisée et nouvelle a augmenté à un rythme exceptionnel, au Canada, depuis quelques années. Le gouvernement a certainement oublié l'existence de cette main-d'œuvre «montante», puisque, selon les derniers chiffres du Bureau fédéral de la statistique, en mai dernier, 270,000 jeunes gens, âgés de 14 à 24 ans, se trouvaient sans emploi.

Un exemple encore plus récent a démontré qu'encore une fois, le gouvernement agit toujours en retard et sans véritable planification. Le programme visant à la création

[L'hon. M. Asselin.]

d'emplois d'été pour les étudiants a été conçu durant les derniers mois, sans qu'on tienne vraiment compte de l'importance de la main-d'œuvre étudiante.

La maigre somme de 15 millions de dollars qui avait été prévue a dû être accrue de 10 millions. Ces 25 millions ne procureront du travail qu'à 30,000 jeunes, alors qu'il aurait au moins fallu créer 150,000 emplois afin de satisfaire aux besoins de la main-d'œuvre étudiante.

Monsieur le président, l'irréalisme, le manque d'imagination et de planification sont bien les caractéristiques majeures du gouvernement actuel, que ce soit au niveau de la politique économique ou à tout autre niveau.

Monsieur le président, nous pourrions évidemment dresser une longue liste des mesures que le gouvernement aurait dû présenter lors du discours sur le budget.

Nous aurions évidemment voulu dire un mot de la conférence fédérale-provinciale de Victoria, mais, malheureusement, le temps mis à ma disposition ne me le permet pas. J'espère toutefois que nous pourrions plus tard en discuter plus en profondeur, puisqu'il ne nous est pas permis, aujourd'hui, de faire le point à ce sujet. Cependant, je forme le vœu que le gouvernement canadien cessera de donner des ultimatums aux provinces et à leurs premiers ministres qui se réunissent lors de conférences fédérales-provinciales. Si l'on veut bâtir un Canada uni, il faut que cette période de confrontation entre le gouvernement fédéral et les provinces cesse et bientôt. Même si le Québec a dit non à la charte de Victoria, je formule le vœu que le très honorable premier ministre, de concert avec son cabinet, saura rouvrir les négociations plutôt que de dire que si une province refusait la charte de Victoria, il en était fini des discussions constitutionnelles pour très longtemps.

Évidemment, on dira que les Canadiens, notamment les Québécois, ne sont pas tellement intéressés aux problèmes constitutionnels. Mais nous devons tout de même réaliser qu'à cause de certaines faiblesses économiques et sociales, c'est seulement en renouvelant le fédéralisme canadien et en lui trouvant un nouveau cadre qu'on va intéresser les Canadiens français à militer dans un tel cadre. Et j'incite le premier ministre, ainsi que le cabinet fédéral, à arrêter de lancer des ultimatums en vue de régler les problèmes constitutionnels. Ce n'est pas là un moyen de régler des problèmes aussi sérieux et qui engagent l'avenir de tous les Canadiens.

Je termine mes remarques en formulant le vœu que le premier ministre rouvrira les négociations relatives à la question constitutionnelle, afin qu'une nouvelle constitution et un nouveau fédéralisme puissent enrichir tous les Canadiens et...

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais le temps qui lui était alloué est maintenant écoulé.

[Traduction]

M. Steven Otto (York-Est): Monsieur l'Orateur, comme le débat tire à sa fin, je n'ai pas l'intention de jeter d'autres fleurs sur la tête chauve du ministre à l'échine courbée, même si je veux mentionner qu'il a présenté un bon budget. Je ferai deux autres commentaires à propos du budget et du ministre. D'abord, ce budget et les idées du ministre qu'il contient me semblent indiquer qu'on n'a pas suivi les conseils des fonctionnaires. J'ai l'impression que MM. Bryce, Rasminsky et Reisman n'ont pas exercé sur le budget autant d'influence que le ministre lui-même.